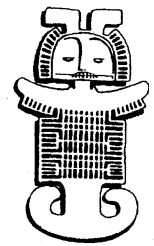




COLOMBIE



D 2118 • Co4
1-15 déc 1996

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

Drogue
Paysans
Pauvreté
Répression
Guérilla
Politique agraire
Ingérence

LES CULTURES DE LA DISCORDE

La lutte contre la culture des plantes servant à la production de drogues interdites est la source d'une répression croissante en Colombie et représente un coût très élevé pour les communautés paysannes concernées. Dans les départements de Guaviare, Caquetá et Putumayo, principales zones de culture de coca et de pavot, de violents affrontements entre paysans et policiers se succèdent. Selon des sources officielles, il y a en Colombie 39 800 ha de coca, 20 200 de pavot (10 % de la production mondiale) et 5 000 de marijuana. Cependant le Centre de recherche et d'éducation populaire (CINEP) assure qu'il y a, en plantation de cocaïers, de 140 000 à 180 000 ha et que quelque 400 000 personnes vivent directement de cultures illécitales. Depuis 1995 le gouvernement a tenté d'éradiquer ces cultures par épandage de produits fumigènes qui ont provoqué de graves problèmes pour le milieu natu-

rel et la santé des hommes. On observe par ailleurs une dépendance croissante vis-à-vis de Washington, et une militarisation inquiétante liée au développement de la guérilla (cf. DIAL D1991 et D 2092). Les articles ci-dessous montrent pourquoi les paysans des départements de Guaviare, Caquetá et Putumayo, se sont orientés vers les productions en question, comment ils vivent dans une telle situation et quelle pourrait être une politique qui s'attaquerait au fléau de la drogue sans en faire pâtir les plus pauvres.

Les deux premiers textes ci-dessous sont parus dans Noticias Aliadas, 22 août 1996 (Pérou), le troisième a été publié sous la plume de Ricardo Vasas Mesa dans Campo Adentro, août 1996 (bulletin sur l'agriculture publié par le Centre de recherche et d'éducation populaire, Santafé de Bogotá, Colombie).

Entrevue avec une dirigeante d'entreprise de production de coca

Omaira Morales Ramírez, 37 ans, quatre enfants, est née dans la zone de production de café du Quindío, à l'ouest de Bogotá. Elle est issue d'une famille de la classe moyenne et a étudié à l'Université du Quindío la biologie et la chimie. À la fin des années 70, devant le manque de travail elle a décidé de partir avec son mari et ses enfants comme colons au Guaviare où ils prirent en charge des terres et installèrent une propriété.

Actuellement elle dirige le Comité pour la défense de la vie et de l'environnement qui se trouvait à la tête des récentes protestations de paysans contre l'épandage de fumigènes sur les cultures de la zone. Elle fait également partie du comité directeur du Conseil andin des producteurs de feuilles de coca. Omaira s'est entretenue avec Cecilia Remón, éditrice associée de *Noticias Aliadas*, à propos de la situation des paysans du Guaviare.

La Colombie n'est pas, traditionnellement, un pays consommateur de feuilles de coca, comme le sont la Bolivie et le Pérou. Depuis quand cultive-t-on la coca dans le Guaviare ?

Au départ, dans cette région, on a cultivé la coca pour la consommation traditionnelle, mais avec le temps cela s'est perdu. Le Guaviare est une zone forestière qui se situe là où se termine l'Orinoquia (bassin de l'Orenoque) et

commence l'Amazonie (bassin de l'Amazone). C'est une région plutôt à l'écart, sans voies de communication excepté les voies fluviales. Dans les années 70, des gens qui fuyaient la violence dans les autres régions de Colombie commencèrent à arriver. Ils se mirent à cultiver d'autres produits mais, comme ils ne trouvaient pas d'acheteurs ils finirent par planter des cocaïers. Actuellement ce commerce dans le Guaviare est en décadence parce qu'on plante dans d'autres départements qui ont des voies de communication mieux adaptées à la circulation de ce produit.

Quelle est la proportion, en Colombie, de la production de feuilles de coca originaire du Guaviare ?

Environ 60 %. En Colombie la consommation traditionnelle est pratiquement inexistante, que ce soit pour la mâcher, comme médicament ou pour les cérémonies rituelles comme c'est le cas en Bolivie et au Pérou. On en consomme peut-être un peu dans les régions de Tolima et Cauca qui sont des zones andines.

À quoi donc est destinée la production de feuilles de coca ?

Nous les paysans ne vendons pas les feuilles de coca comme dans les pays andins mais plutôt la pâte de base de la cocaïne que nous élaborons nous-mêmes et vendons à des acheteurs venus d'ailleurs. Nous avons décidé de planter la coca parce que nous n'avions pas de quoi subsister. La culture de produits alimentaires (légumes

et céréales) n'était pas rentable et ne l'est toujours pas à ce jour. Il n'y a pas moyen de les emporter aux marchés pour les vendre parce qu'il n'y a pas de voies de communication à part les fleuves.

Nous avons commencé à cultiver la coca sous la pression de gens des États-Unis qui possédaient un centre de loisirs dans une région nommée "Les lacs d'Eldorado". Ils nous ont montré comment isoler l'alcaloïde de la coca et produire la pâte de base de la cocaïne. Par leur intermédiaire on se procurait les adjuvants (produits chimiques), puis des gens d'autres parties du pays vinrent acheter la production de pâte de base. Par la suite, des colons arrivèrent en nombre et commencèrent à abattre des arbres et à débroussailler pour ne planter que des cocaïers.

Mais vous saviez que vous approvisionniez un marché illégal, pourquoi l'avez vous fait ?

C'était le seul moyen de ne pas mourir de faim. La situation économique était terrible. En outre, c'était l'époque de la naissance du narcotrafic et même la police et les responsables officiels y collaboraient.

Y a-t-il une répression dans la région ?

Il existe une forte répression policière et nous avons aussi de graves problèmes avec les acheteurs de pâte de base qui nous trompent sur les prix. Moi ça me fait bien rire d'entendre les "gringos" dire que nous les paysans nous sommes riches, que nous

sommes les complices du narcotrafic. Il n'y a pas de producteur de coca riche ni ici, ni au Pérou, ni en Bolivie et en plus nous sommes les victimes du narcotrafic. Actuellement une répression forte, par les paramilitaires, l'armée, la police s'exerce contre ceux, quels qu'ils soient, qui vivent dans la région, qu'ils soient ou non cultivateurs de coca. Les paramilitaires sont les pires : leur objectif est de tuer les leaders syndicaux. Les policiers et les militaires s'occupent de l'épandage de fumigènes chimiques sur toutes les cultures, ce qui porte préjudice à l'ensemble de l'écosystème, la faune, la flore et les êtres humains. Nous avons de nombreux cas de vomissements, diarrhées, conjonctivites et allergies cutanées. Il y a de nombreux cas de fausses couches.

Les paysans du Guaviare sont-ils organisés ?

Oui, dans le cadre du Comité pour la défense de la vie et de l'environnement qui défend le droit des paysans à semer la culture prédominante dans la zone et que nous nous ne considérons pas illégale parce qu'elle sert à notre subsistance. En outre nous luttons pour protéger notre environnement de l'action des produits chimiques qui détruisent toutes les catégories de plantations, et pas seulement la coca, et puis nous protégeons la vie des paysans organisés face à l'action des paramilitaires.

Noticias Aliadas, 22 août 1996

Survivre grâce au pavot

Le jour se lève. La brume se retire vers la cime des montagnes qui entourent la vallée. La rosée couvre les cultures et les terrains semés de pavots. Aujourd'hui comme hier, les indigènes paeces, une des cinq ethnies de la région récolteront leurs pommes de terre et racleront le bulbe des fleurs de pavot pour en extraire le latex. "En 1992, après qu'ici même, les accords d'éradication aient été signés avec le

gouvernement, la culture du pavot a cessé dans la région pendant presque un an. Mais comme aucune aide n'est arrivée, la communauté s'est sentie trompée" explique Gersafn, jeune paez de Jambaló, vice-gouverneur du Conseil municipal indigène de Jambaló qui guide, organise et sanctionne les activités des natifs du territoire sous sa responsabilité. De nombreuses familles avaient remplacé le

pavot par l'agave (dont la fibre sert à la fabrication de sacs). Puis, en 1994, une avalanche a dévasté la région. Des milliers de paysans se sont retrouvés sans travail, sans ressources ou sans maison. Le gouvernement, pratiquement absent dans la région, vint sur la zone de la catastrophe et fit une série de promesses. Mais aujourd'hui sur les pentes des montagnes le pavot a recommencé à fleurir.

“Plus encore depuis l’avalanche, le pavot m’a aidé à surmonter le manque d’argent, commente Fercho, un paysan. Je dépense 250 dollars par superficie de 9 hectares de pommes de terre en engrais et fongicides. Ensuite c’est à moi de payer le transport de ma récolte jusqu’à la ville ou on m’achète l’arrobe (12 kg) à 3 pesos. Je me retrouve endetté. Tandis que, avec le pavot, j’ai deux récoltes par an, les intermédiaires des narcotraficants me donnent 400 pesos par kilo de latex et je ne paie pas le transport”, ajoute-t-il. Selon la police, 25 % de la production totale de pavot en Colombie se trouve dans le Cauca. Cette superficie permet d’extraire de 160 à 240 000 t de latex, ce qui donne de 21 à 27 000 t de morphine base. Les zones concernées par les cultures illicites se caractérisent par leur retard économique et social et par une présence institutionnelle de l’État faible, voire nulle et à laquelle se substitue, dans de nombreuses zones la guérilla - dans ce cas précis les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) qui prélevent un “impôt” sur les cultures illicites.

“La guérilla traverse notre territoire, confesse Gersaín, mais nous négocions avec elle pour qu’elle ne s’ins-

talle pas dans le village, pour que la population n’ait pas à se retrouver prise dans le feu croisé des FARC et de l’armée. En ce qui concerne les impôts sur le pavot, ici on ne nous fait rien payer comme c’est le cas dans les zones à octroi, dans le sud du département. Malheureusement, les problèmes que connaît la région sont loin d’être résolus. Notre communauté vit une situation déplorable. Les taux d’intérêt de crédit sont très élevés, la scolarité d’un enfant coûte 125 pesos par mois, le suivi médical - traitements et opérations - reste inabordable, alors que la sous-alimentation des enfants atteint des niveaux alarmants. Pensez que l’espérance de vie d’un indigène paez est de 38 ans, alors qu’au niveau national elle est de 65 ans” dénonce Jesus Piñacue, président du Comité régional indigène du Cauca (CRIC), organisation sociale et politique qui centralise et coordonne les activités des Conseils municipaux. “C’est pour cela que nous n’attachons pas d’importance aux critiques parce que dans notre région pousse le pavot”, ajoute-t-il.

Pendant l’apparition du pavot et de l’argent facile a créé de graves problèmes : alcoolisme, achat d’armes,

agressions entre cultivateurs, assassinats, mariages avec des femmes qui ne parlent pas “dans la langue” (non paez) et en particulier l’oubli des traditions et l’absence de respect à l’égard du Conseil municipal. Les jeunes ont été les plus vulnérables. Comme le Conseil municipal n’a pas d’argent nous ne représentons dans la communauté qu’une autorité culturelle et d’organisation. Des gouverneurs, ouvertement critiques à l’égard du pavot, ont été assassinés par les membres de leurs propres communautés. Mais depuis l’avalanche de 1994, nombreux furent ceux qui interprétèrent cette catastrophe comme un châtiement de notre ‘mère la terre’. Depuis lors, nous récupérons progressivement notre autorité”, raconte Gersaín. La majeure partie des paezes ignorent l’utilisation du latex qu’ils vendent et quels sont les réseaux qui l’exportent vers les États-Unis et l’Europe, une fois transformé en héroïne. Ils n’imaginent pas non plus que des gens meurent d’en avoir consommé alors que eux en cultivent pour survivre.

Noticias Aliadas, 22 août 1996.

Dire non à la guerre et à la drogue

Hernán Gómez¹ a dû payer 100 000 pesos pour que le feu ne soit pas mis à la maison où il vivait. Ce n’était pas l’oeuvre d’une bande de délinquants, mais le fait de la patrouille qui, au nom de l’État colombien, exécutait les ordres consistant à faire pression sur les paysans de Miraflores afin qu’ils abandonnent la région. Des ordres venus d’en-haut qui trouvent leur justification dans le décret qui a créé la catégorie de “zones spéciales d’ordre public”² et qui, curieusement, commence à être appliqué non pas dans les zones de plus grande violence, mais dans celles de cultures interdites.

1. Le nom est fictif. La plainte est véridique et déposée au Greffe.

2. Décrets 0717 du 18 avril 1996 et 0900 du 22 mars 1996.

Mais l’affaire va plus loin. Si on résume les plaintes des paysans victimes de la première manifestation de l’État sur leurs terres, le panorama est le suivant :

- Habitations des paysans incendiées avec tous leurs biens sans leur laisser la possibilité de rien emporter des maisons.
- Vols de bijoux, d’argent, d’objets divers, commis par ceux qui exécutèrent les opérations.
- Ordre d’évacuer la région avec interdiction d’y revenir pour récupérer les terres ou les biens.
- Paysans accusés d’être des narco-guérilleros, ce qui les soumet à des mesures arbitraires, en violation des procédures judiciaires en vigueur.
- Contrôle rigoureux de la circulation des aliments et des médicaments desti-

nés à la région.

- Saisie de radios émettrices appartenant aux communautés, considérées comme des auxiliaires de la guérilla. Pendant ce temps, les actions d’éradication de la coca se mettent en place avec l’appui d’hélicoptères mitrailleurs et de bombardiers, ce qui entraîne le déplacement des paysans vers Miraflores, le chef-lieu, et vers San José, depuis Calamar.

Avalanche de mesures

La mort de trois manifestants à El Retorno, les blessures causées à plus de vingt personnes, la détention de 31 paysans, le 21 juillet dernier, à la suite de la tentative de marche sur San José depuis El Retorno, le bombardement de la route pour arrêter les camions qui transportaient les “livraisons” des pay-

sans, donnent une bonne idée de l'esprit de guerre avec lequel on affronte une situation qui réclame justement des mesures d'un autre genre, comme :

- Une panoplie de crédits accessibles aux paysans.
- Une rafale de projets de développement économique avec mesures de préservation de l'environnement en Amazonie.
- Une batterie de projets d'infrastructure sanitaire, d'éducation, de services d'électrification, d'assainissement des eaux et d'enlèvement des ordures.
- Une guerre à l'incompétence administrative, aux désordres dans l'utilisation des ressources et à l'absence de participation des communautés.
- Des salves de propositions audacieuses destinées aux zones pilotes de la colonisation capables de retenir les ressources tirées de ces zones et qui vont en général alimenter les comptes courants et grossir les biens fonciers dans les grandes villes.

Il faut pour cela, comme point de départ, un virage à 180° dans les décisions sur les politiques antidrogue et en particulier sur la production de produits interdits :

1 - Initier et mettre en oeuvre une politique antidrogue indépendante en matière de cultures interdites et de consommation de "stimulants". Par conséquent, ces deux points ne peuvent apparaître dans le calendrier des conversations bilatérales avec les États-Unis.

2 - Établir dans le domaine du trafic de drogue et des délits qui en découlent (blanchiment de dollars, contrebande d'armes et de produits chimiques, enrichissement illicite) les conditions de coresponsabilité avec les pays du Nord qui doivent, eux aussi, assumer des obligations contrôlables dans le temps et qui doivent être supervisées par des organismes multilatéraux et non pas par un pays qui connaît de graves problèmes de consommation,

comme c'est le cas des États-Unis.

3 - Dans le cas des cultures interdites, arrêter la destruction par le feu et en finir avec la subordination des politiques de développement aux mesures de force. Ce genre de subordination a conduit, non pas à la solution du problème, mais à son aggravation comme c'est le cas aujourd'hui dans le Guaviare et comme ce sera le cas demain dans le Caquetá, le Putumayo, le Bolívar, etc.

4 - Promouvoir un processus de dialogue avec les communautés organisées, les pouvoirs locaux, les Églises, visant à établir des accords de principe pour diminuer les risques de la monoproduction de coca et les dangers d'économies locales dépendant uniquement des produits interdits.

La diminution du risque est liée à des mesures qui tendent à :

- Développer des actions effectives en vue de l'extinction du droit exercé par les narcotraficants sur des terres où peut être mise en oeuvre une réforme agraire et garantie une présence démocratique et efficace de l'État.

- Réduire les taux extravagants de violence, comme c'est le cas dans des régions comme le Putumayo ou certaines zones du Caquetá.

- Mettre en oeuvre des processus de diversification de la production de sorte que, à échelle de 5 ans, on puisse parler d'une base économique soutenue. On pourra ainsi promouvoir des mesures d'éradication des cultures interdites avec l'accord des communautés et l'engagement que, pendant ce laps de temps, il n'y aura pas d'économies locales ou régionales dépendant des produits illégaux. Dans ce but, des études ponctuelles sont nécessaires au plan départemental et local ainsi que la mise en place de groupes de travail locaux avec pouvoir de contrôle et de décision sur le sujet. Dans ce genre de proposition il doit y avoir un engagement de l'État central, des collectivités régionales, des pou-

voirs locaux ainsi que des communautés.

Les premières manifestations de la volonté politique de l'État dans ce domaine doivent se concrétiser, dans la conjoncture actuelle, par la récupération, pour les autorités civiles, du pouvoir que leur octroie la Constitution.

Il faut créer les conditions favorables afin que, par exemple, le maire de El Retorno n'ait plus besoin de demander l'autorisation de l'autorité militaire pour se déplacer à San José et revenir exercer ses fonctions comme ce fut le cas le 16 juillet dernier. Dans cet ordre d'idées, le retour des militaires pour l'exécution d'opérations contre les cultures ne pourra se terminer autrement qu'il y a vingt ans lorsqu'il furent impliqués dans l'éradication de la marijuana dans le Guajira : niveau élevé de corruption, démoralisation des troupes et usure politique du pouvoir militaire de l'État.

En attendant, il faut que des mesures urgentes soient prises par différentes organisations, tant nationales³ qu'internationales⁴ tendant à arrêter l'effusion de sang ainsi que les violations des droits fondamentaux des habitants de ces régions. Il est également indispensable de créer les conditions d'un dialogue avec le pays sur une question constamment vérifiée : plus de répression entraîne une mobilité et une croissance plus grandes de l'économie illégale de la drogue. Elle augmente aussi les raisons de prolonger la violence en Colombie et dans diverses régions du monde.

Campo Adentro, août 1996

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

3. Défenseur du peuple, Procaduría, Croix Rouge.

4. Nations Unies, Organisation des États américains, ONG qui protègent les droits de l'homme et le droit international humanitaire.